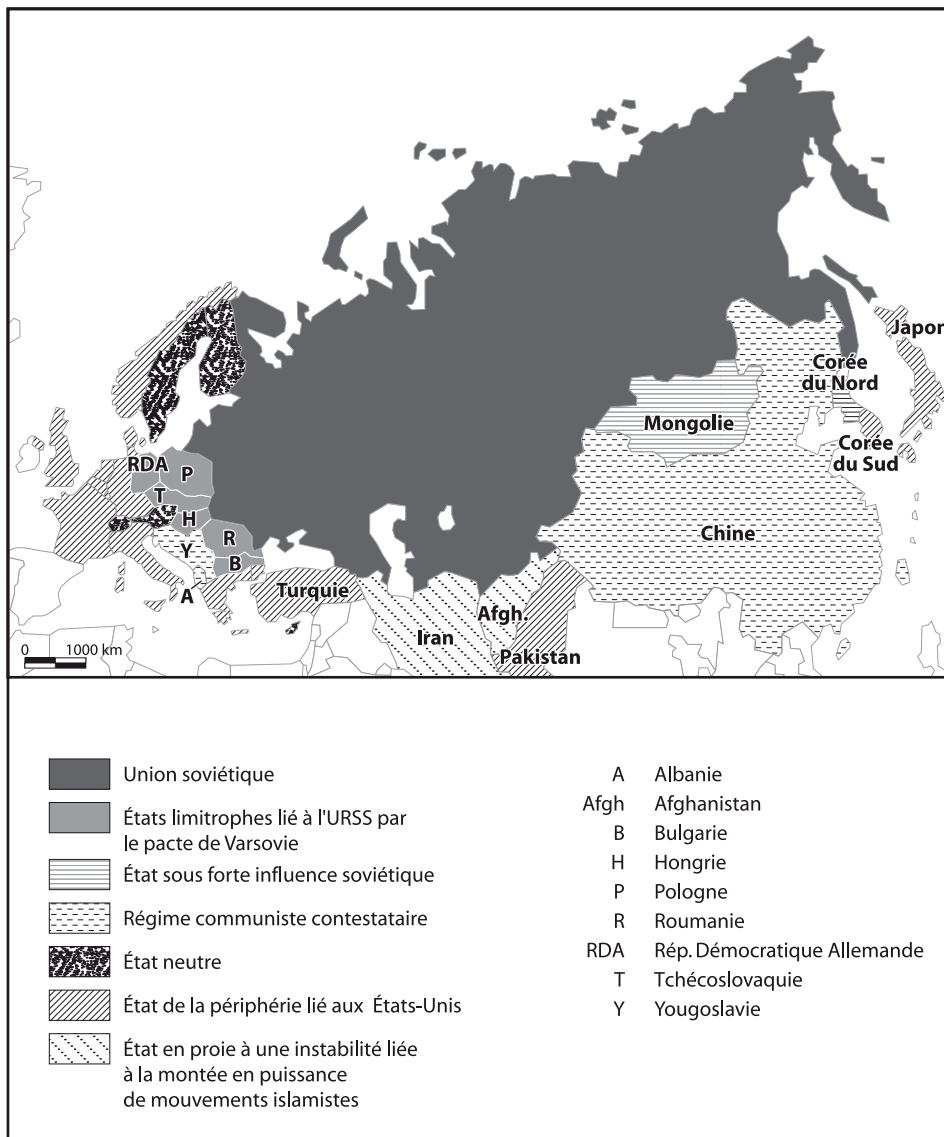


Retour sur l'effondrement d'un monde (1989-1991)

1

Cartes

Figure 1. L'URSS et sa périphérie en 1989



Questions : quoi-qui ?

1 Les héritages du passé russe

A • Éternelle Russie

L'histoire de ce pays est celle d'un empire qui s'est constitué entre le X^e et le XX^e siècle à partir des plaines de l'Europe orientale pour atteindre les rives du Pacifique et les montagnes d'Asie centrale.

Le premier Tsar Vladimir I^{er} (980-1015), grand-prince de Kiev, est aussi l'artisan de la conversion au christianisme en 988 avant qu'au XI^e siècle, à la suite de conflits de succession, la prépondérance passe de Kiev aux cités russes du bassin de la Volga.

Au XIII^e siècle, l'invasion mongole de la Horde d'Or détacha la Russie, désormais vassalisée, de l'Europe pour la rattacher à l'Asie jusqu'au XV^e siècle... Les Russes qui conservèrent cependant leur religion et leur culture slave, s'opposèrent aux tentatives de conquête des Suédois et des chevaliers porte-glaive (Alexandre Nevski sur la Néva en 1240).

C'est le prince de Moscou, Ivan III (1462-1505) qui libéra et unifia le pays, renoua des liens avec l'Europe en se présentant comme l'héritier de l'empereur byzantin.

Ivan IV (Groznyï) le Terrible (1533-1584) qui prit le premier le titre de Czar (César) en 1547, jeta les bases du système économique et social russe (rôle politique de la noblesse, institution du servage) et entreprit l'expansion vers l'Est (Kazan, Astrakhan).

Il fallut attendre Pierre I^{er} le Grand (1682-1725) au XVIII^e siècle pour que se manifeste la volonté de faire de la Russie un État moderne, développant l'économie et tourné vers l'Europe. Son œuvre est poursuivie par Catherine II (1762-1796) qui fait de la Russie, l'un des États « éclairés » de l'Europe.

À partir du XVIII^e siècle, la Russie regarde à la fois vers l'Europe centrale (annexions en Finlande, partages de la Pologne, participations aux coalitions contre Napoléon qui conduisirent les troupes russes à entrer dans Paris en 1814), mais aussi vers l'Europe du sud et l'Asie lorsque s'effondre l'Empire ottoman et que se pose la question d'Orient. La confrontation entre la Russie et l'Autriche-Hongrie dans les Balkans est, dans cette continuité, l'une des causes majeures de la guerre de 1914-1918.

Au XIX^e siècle, le problème pour l'Empire russe est déjà celui de la contagion révolutionnaire.

Ni Alexandre II (1855-1881), ni Nicolas II (1894-1917) ne peuvent procéder à une libéralisation du pays et la dynastie Romanov (dynastie régnante depuis 1613) s'effondre en 1917 laissant la place à la parenthèse soviétique (1917-1991).

C'est avec cette histoire qu'entendent renouer les Russes de la fin des années 1980 alors que resurgit le drapeau blanc, bleu et rouge.

Eurasie

Il s'agit d'un concept historique et géopolitique lié à la fois à la tradition du destin privilégié de Moscou, « la troisième Rome », et au débat entre slavophiles et occidentalistes du XIX^e mais qui le dépasse.

La Russie aurait au cours de l'histoire subi des effets de balancier penchant tantôt du côté asiatique, tantôt du côté européen [voir Éternelle Russie] avec la question centrale de savoir si elle doit suivre le chemin du progrès de la modernité suivi par l'Occident ou privilégier le respect d'une spiritualité et de valeurs sociales et morales qui seraient celles de l'Orient [voir Nationalisme].

Il s'agit aussi d'une conception plus synthétique et plus contemporaine selon laquelle la Russie est à la fois en Europe et en Asie et relève des deux civilisations qu'il lui appartient de combiner afin d'élaborer un modèle original.

Cette conception rejoint les réflexions de toute une lignée de spécialistes de géopolitique.

C'est ainsi que l'espace russe est conçu (Mackinder, *Le pivot géographique de l'histoire*, 1904) comme un espace privilégié (*heartland*) entre Europe et Asie, clé de contrôle de l'Afrique et de l'Orient.

Cette conception du cœur du monde développée par le même Mackinder dans un article de 1943, *The Round World and the Winning of Peace*, paru dans *Foreign Affairs*, est reprise sous une forme actualisée par Z. Brzezinski dans *Le Grand Échiquier* (1997).

En ce qui les concerne, les Eurasiens russes actuels prônent tantôt la formation d'un axe Berlin-Moscou-Tokyo « anti-atlantiste », tantôt (Ziouganov) une alliance islamo-orthodoxe, pôle de résistance au protestantisme et au capitalisme, voire enfin un rapprochement avec Pékin.

Depuis quelques années, le thème est redevenu central dans les débats en Russie.

Nationalisme

Le nationalisme russe s'est construit, comme bien d'autres, dans la première moitié du XIX^e siècle autour du débat entre slavophiles et occidentalistes [voir Eurasie].

Par la suite, le « nationalisme d'État » est utilisé par Staline qui, pour mobiliser la population dans sa lutte contre les nazis mobilise les grandes figures du passé russe (Alexandre Nevski, Koutouzov...).

Dès les années 1960, des intellectuels russophiles, proches du pouvoir ou dissidents comme Alexandre Soljenitsyne, renouent avec la tradition slavophile et eurasiennne avec parfois des accents anti-occidentaux, voire xénophobes et antisémites.

Ce courant *rouge-brun* dans lequel on retrouve les groupuscules de droite ainsi que le parti communiste s'oppose à M. Gorbatchev lors de la *perestroïka* mais aussi à B. Eltsine au début des années 1990. Tous deux sont dénoncés comme traîtres au passé russe dans la mesure où ils sont favorables à l'intégration à l'Occident.

Il condamne ainsi les réformes qui veulent imposer aux Russes des valeurs qui leur sont étrangères comme la compétition ou l'argent. Il accuse les dirigeants du pays de vendre les richesses patrimoniales du pays au capital étranger et voit finalement dans la disparition de l'URSS un recul historique qui a fait perdre à la Russie ses avancées territoriales pluriséculaires.

Ces thèses trouveraient à l'heure actuelle un écho dans un quart de la population et auprès du président Poutine qui a fait le choix de la construction d'un État-nation en Russie.

Orthodoxie

L'orthodoxie a profité du renouveau religieux au cours des années 1980. La religion, porteuse de valeurs favorables à la démocratie, a pu apparaître pendant les premières années de la *perestroïka* comme un ferment de lutte contre le totalitarisme. Elle est aussi un signe de nostalgie, à l'égard du passé russe, un recours dans le domaine de la bien-faisance dans une période de dilution des services d'intérêt général.

Aujourd'hui, le lien entre le patriarcat et le pouvoir politique n'est pas dénué d'ambiguïté. Le régime reste celui de la séparation de l'Église et de l'État.

Les dirigeants font cependant preuve de dévotion et de piété, reçoivent la bénédiction du patriarche lors des cérémonies d'investiture.

L'Église orthodoxe a des liens avec le pouvoir et les mouvements nationalistes. Elle affiche périodiquement des positions conservatrices dans le domaine artistique (condamnation de l'exposition *Attention religion !* en 2004) ou dans celui des mœurs (incidents lors de la *gay pride* de Moscou de 2006).

Dans la population, en raison de la faiblesse de la culture religieuse après 70 ans de communisme, l'appartenance à l'orthodoxie reste surtout un signe d'identification nationale : la moitié de la population s'affirme orthodoxe mais 55 % des orthodoxes déclarés ne vont jamais aux offices et les deux tiers ne communient jamais.

2 Les symboles repoussoirs

Gorbatchev M. (ou le Bouc émissaire)

M. Gorbatchev a été l'artisan de la *perestroïka* et de la *glasnost*, de la dernière grande tentative pour résoudre les problèmes du système soviétique.

La reconnaissance internationale (Prix Nobel de la Paix en 1990) ainsi que son audience à l'étranger sont inversement proportionnelles à son impopularité et à la rancune de ses concitoyens qui le considèrent à la fois comme le fossoyeur de l'URSS et du socialisme et comme le responsable des difficultés multiples rencontrées depuis une quinzaine d'années.

Andreï Gratchev, l'un de ses anciens conseillers, propose quelques clés pour expliquer ce paradoxe.

Selon lui, « ce ne sont pas tant les fautes politiques qui ont mis un terme prématuré à la carrière du premier président russe mais bien plutôt le fait qu'il n'a jamais été accepté, ni perçu comme un homme de pouvoir par l'élite politique soviétique... le tsar doit se comporter en tsar ». Il n'a pas su le faire.

M. Gorbatchev a obtenu 0.5 % des voix aux élections présidentielles de 1996.

S'il reste dans la vie politique comme l'un des fondateurs du Parti social démocrate russe affilié à l'Internationale socialiste, son crédit politique actuel semble particulièrement faible, voire négligeable.

Soviétique

Dans la Russie postsoviétique, le terme de soviétique est devenu un adjectif toujours connoté de manière négative.

Si les médias russes conservent une certaine ironie à l'égard du passé soviétique, l'attitude de la population est nettement plus nuancée dans la mesure où, selon les sondages, les deux tiers des Russes disent avoir la nostalgie de l'URSS.

En fait, l'opinion semble regretter le poids international passé de l'URSS, l'existence d'un vaste espace où l'on pouvait se déplacer et surtout l'ordre et la sécurité antérieurs [voir Réconciliation nationale, chapitre 3]. Elle conserve aussi un certain nombre de traits de la mentalité de la période précédente : la stigmatisation des élites corrompues, la distance entre les gouvernants et les simples citoyens, une certaine méfiance à l'égard de l'Occident.

Stalinisme

La condamnation du stalinisme est aujourd'hui acquise, et ni la population ni les élites russes ne semblent vouloir y revenir, Staline y est l'homme politique dont l'image est la plus négative après celle d'Adolf Hitler.

Andreï Gratchev dans *L'Exception russe* pose pourtant, en sous-titre, une question provocatrice : *Staline est-il mort ?*

Dans cet ouvrage, publié en 1997, il tendrait à répondre plutôt négativement même s'il reconnaît que la conscience sociale russe semble, au moins provisoirement, vaccinée contre le modèle stalinien du communisme et qu'émerge en Russie une véritable société civile.

Il concluait cependant par des propos qui semblent prémonitoires : « Il est même possible que le gouverneur suprême (Eltcine) décrépît soit remplacé par un homme jeune et énergique qui tentera de transformer un régime impuissant et en pleine décomposition (mais qui n'ose pas quitter les galons démocratiques de sa jeunesse) en un pouvoir franchement autoritaire... À quel stade de guérison du stalinisme la société russe se trouve-t-elle ? La réponse n'est connue (de personne)... Elle dépend surtout de la personnalité du futur chef de la Russie... Elle dépendra de son projet et de son message au monde ».

3 Le legs soviétique

Armée russe

Elle est l'héritière de l'Armée rouge soviétique dont le prestige hérité du succès sur les nazis n'a été remis en cause que par ses échecs d'après 1979 en Afghanistan.

La chute de l'URSS a à la fois pérennisé et remis en cause cette influence.

Le budget du secteur de la Défense est passé d'environ 5 % du PIB dans les années 1980 à 2.6 % au début des années 2000 et l'armée a perdu, depuis la *perestroïka*, le contrôle d'une grande partie du secteur militaro-industriel.

Les conditions de vie des cadres se sont beaucoup dégradées. L'institution est fortement touchée par la corruption (vente de leur matériel par les officiers et la troupe, trafic

d'influence pour les dispenses de service militaire, scandales de la conduite des opérations en Tchétchénie) ou encore par l'affaiblissement considérable de l'entraînement et de la discipline (brimades de la *dedovchtchina*, forte montée du nombre des insoumis qui représenteraient 10 % des conscrits potentiels...).

Cependant, l'Armée russe, dont le rôle est réévalué depuis 1993, reste l'une des pièces maîtresses dont dispose V. Poutine au sein de la Confédération pour assurer « la verticale du pouvoir ». Elle reste aussi un outil de politique étrangère dans la mesure où elle reste présente dans de nombreux États de la CEI.

Son budget est de nouveau en nette augmentation.

V. Poutine a proposé en octobre 2003 un programme ambitieux de modernisation de l'armée russe, sur le modèle des armées occidentales, qui devrait se concrétiser dès 2007 par la mise en place d'une force de réaction rapide et de l'embryon d'une armée de métier à hauteur de la moitié des effectifs avec un service militaire réduit à un an.

Communauté des États indépendants (CEI)

Elle est née des accords de Minsk du 8 décembre 1991 par lesquels les dirigeants de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine décident de mettre fin à l'existence de l'URSS comme « réalité géopolitique et sujet de droit international » et de la remplacer par la CEI.

Ces républiques sont rejointes lors des accords d'Alma-Ata le 21 décembre 1991 par les anciennes républiques de l'Union soviétique qui y adhèrent, à l'exception des trois États baltes et de la Géorgie (qui la rejoint en 1993 lors de la crise abkhaze).

Alors que pour certains, comme les Ukrainiens, la Communauté n'est qu'une sorte de « commission de divorce », pour les Russes, comme pour le Kazakhstan ou la Biélorussie, le passé et les intérêts communs impliquent une coopération et des coordinations contraignantes sur les plans militaire, économique et diplomatique.

À cette fin sont créées des institutions communautaires avec un Conseil des présidents et des premiers ministres ainsi que des conseils techniques.

Pour l'essentiel, les accords sont surtout économiques et militaires avec le règlement de la question de la dette russe (assumée à hauteur de 61,4 % par la Russie), la création d'un espace économique unique, la création d'un commandement unique des forces nucléaires par les quatre puissances nucléaires (Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan), d'un traité de défense commune des frontières extérieures signé par sept États (mais l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et l'Ukraine s'y opposent).

De façon secondaire, des accords techniques multiples concernent tous les domaines, des tarifs douaniers aux transports... mais ne sont pas toujours ratifiés par les organes législatifs locaux.

Cela n'empêche pas la Russie, qui se déclare « la seule héritière de l'URSS », de prendre des mesures unilatérales comme la libéralisation des prix (1992), voire à intervenir militairement dans les conflits locaux.

Aujourd'hui la situation est très contrastée et fluctuante suivant les pays : la Russie et la Biélorussie sont engagées dans un processus d'unification depuis 1996 mais semble-t-il considérablement ralenti en 2006-2007, les États d'Asie centrale hésitent entre intégration avec la Russie et des solutions alternatives régionales, l'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie cherchent à atténuer leur dépendance, voire à se tourner vers l'Union européenne.

FSB (ex. KGB)

Le KGB, ou Comité d'État à la Sécurité, est entre 1954 et 1991 le successeur de diverses polices politiques qui se sont succédé en URSS (Tchéka, Guépéou, NKVD).

Sous la direction d'Andropov, il était devenu une sorte de « super corps administratif sur lequel le régime pouvait se reposer » (Hélène Carrère d'Encausse).

Le KGB, déconsidéré lors de la *glasnost* et surtout par la participation de son chef Vladimir Krioutchko à la tentative de putsch de 1991 est alors supprimé et démantelé.

Il est partiellement remplacé par le FSB (Service fédéral de Sécurité), placé sous l'autorité du président.

Fort de près de 75 000 hommes, il a une compétence dans la lutte contre la criminalité économique, la corruption, le crime organisé. Il a en charge la sécurité intérieure et le contre-espionnage.

Le FSB est devenu avec Vladimir Poutine, qui fut son chef en 1998-1999, l'une des structures majeures de la « verticale du pouvoir ». « C'est une institution dont je connais au moins les méthodes de travail », dit-il.

Depuis, les « hommes en épaulette » ou *siloviki* (« les structures de force ») jouent un rôle majeur dans les structures politico-administratives du pays.

Selon Barbara Vernon, (*La Russie de Poutine, Pouvoirs*), ce seraient entre 25 et 35 % des cadres dirigeants du pays, y compris les députés mais aussi des cadres de l'économie et de l'énergie en particulier, qui seraient issus de l'armée ou des forces de sécurité.

Ce phénomène qui a pris son essor à l'époque d'Eltsine avec la guerre en Tchétchénie, mais s'est surtout développé avec Poutine, devrait se poursuivre dans les années à venir.

Parti communiste

Le PCUS a d'abord perdu son statut de « noyau dirigeant » du pays avec l'article 6 de la Constitution de 1990. Il est ensuite suspendu et interdit à l'issue de l'échec du putsch d'août 1991, avant d'être de nouveau autorisé.

Les vicissitudes de son histoire récente ont conduit à des éclatements successifs : entre Parti communiste de la RSFSR et Plate-forme démocratique (1990), puis en groupuscules divers plus ou moins fidèles à l'idée du socialisme et de l'URSS : la Russie du travail, le Parti marxiste, le Parti communiste ouvrier, le Parti bolchevik...

La force principale qui regroupe l'essentiel de l'ancien PCUS est le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) dont le congrès constitutif se tint en février 1993 et dont le président est G. Ziouganov.

L'idéologie est composite, à la fois nationaliste et révolutionnaire, elle ne remet pourtant pas en cause le secteur privé ou la Constitution. Pour de nombreux observateurs, ce parti semble être devenu un parti à vocation plus tribunitienne que gouvernementale, même s'il ne répugne pas à soutenir le gouvernement lorsque l'occasion se présente (gouvernement Primakov de septembre 1998).

Il réunit pour l'essentiel un électorat protestataire, rural et plutôt âgé, qui regrette la grandeur passée de l'URSS.

Ce parti relativement puissant lors de la présidence de B. Eltsine semble en perte de vitesse en raison de la popularité de V. Poutine et du parti *Rodina*, allié du pouvoir.

La désaffection touche plus particulièrement l'ancienne « ceinture rouge », de Pskov à la frontière avec la Lettonie à Khabarovsk à l'extrême Sud-Est, où le Parti communiste est resté puissant dans les années 1990.

Faits et problématiques

La fin d'un immense empire

Dans les années 1830, Alexis de Tocqueville déclarait dans *De la Démocratie en Amérique* : « il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples : les Russes et les Anglo-Américains... qui sont placés au premier rang des nations ».

Il leur promettait le partage du monde.

Au début des années 1980, la prophétie semblait réalisée, la Russie était, en apparence du moins, devenue avec les États-Unis l'une des deux super-puissances mondiales.

En dépit d'une révolution politique et sociale d'une extrême violence au début du XX^e siècle, le pays était désormais stabilisé, son idéologie était en expansion, son empire avait échappé à une décolonisation universelle, sa sécurité était assurée par un vaste glacis européen constitué, ironie de l'histoire, par l'ancien cordon sanitaire mis en place par les Alliés au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Pourtant, en quelques années, entre 1989 et 1992, c'est tout un monde, celui de la « *tache rouge* » selon l'expression d'André Fontaine [voir Carte], qui va s'écrouler, menaçant même une Russie dont l'unité est remise en cause comme elle ne l'avait jamais été, à l'exception des années de guerre civile dans les années 1918-1922.

À l'échelle du continent eurasiatique, c'est bien un cataclysme qui s'est produit dont tous les effets sont loin d'être terminés.

1 Une dislocation spontanée

A • L'effondrement du communisme en Europe de l'Est

Le signal de la rébellion est venu de Pologne.

Le général Jaruzelski n'avait pas réussi à museler la contestation de *Solidarnosc* (1980-1981) soutenu par le Vatican et les États-Unis.

À l'occasion de la mort de Brejnev et de la venue de Jean-Paul II à Czeszochowa, il avait fait remettre en liberté Lech Walesa, mis fin à l'état de guerre, fait promulguer une large amnistie.

L'avènement de Gorbatchev précipite ensuite les choses avec l'ouverture d'une table ronde associant le gouvernement, l'opposition et l'Église, et qui aboutit à un accord le 4 avril 1989 sur l'organisation d'élections législatives.